

La révolte des étudiants berlinois, processus de politisation de la pratique des savoirs

De l'Université libre aux plans de réforme d'une Université critique (juin 66 à novembre 67)

Stéphane Pihet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/grm/312>

DOI : 10.4000/grm.312

ISSN : 1775-3902

Éditeur

Groupe de Recherches Matérialistes

Référence électronique

Stéphane Pihet, « La révolte des étudiants berlinois, processus de politisation de la pratique des savoirs », *Cahiers du GRM* [En ligne], 4 | 2013, mis en ligne le 18 décembre 2013, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/grm/312> ; DOI : 10.4000/grm.312

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© GRM - Association

La révolte des étudiants berlinois, processus de politisation de la pratique des savoirs

De l'Université libre aux plans de réforme d'une Université critique (juin 66 à novembre 67)

Stéphane Pihet

- 1 Dans son article, « Sur le concept de négation dans la dialectique »¹ de 1966, la thèse de Marcuse est que les concepts originels marxistes ne peuvent plus ni penser ni définir les conditions ou facteurs objectifs du Capitalisme avancé, à vouloir maintenir la dialectique marxiste depuis Hegel. Ils ne peuvent plus penser l'époque au sens où nous assistons à une « suspension de la dialectique de la négativité »², alors que la dialectique supposerait que les forces négatives se développent à l'intérieur d'un système antagonique déterminé. Ce qui signifie historiquement : l'absentement du prolétariat.
- 2 Par l'inépuisable mise en place de stabilisateurs institutionnels économiques, sociaux et idéologiques, si la classe ouvrière dans le Capitalisme avancé est objectivement opprimée, elle n'en ressent plus l'oppression du fait de son intégration sociale :
Ce seuil franchi, la socialisation répressive du capital devient un fait accompli. C'est là tout à la fois le point fort et le point faible du système bas capitaliste. Car elle ne laisse aucun groupe hors du réseau répressif et la société dans son ensemble est gérée à l'aide d'un « système de concessions à l'intérieur du cadre capitaliste » (Sering). Toutes les activités humaines viennent s'insérer dans un cadre structurel garanti par « la contrainte silencieuse des rapports capitalistes », par l'intériorisation des normes et des idées de la société bourgeoise-capitaliste.³
- 3 Autrement dit, par son assujettissement idéologique, le prolétariat ne fait plus l'expérience d'une conscience de la répression. Le matérialisme marxiste, en ce sens, aurait sous-estimé les forces d'intégration et de cohésion qui se manifestent dans le Capitalisme avancé, transformant les forces négatives en forces positives qui reproduisent l'ordre établi au lieu de le briser, puisque :

Nous ne combattons pas une société qui fait la preuve qu'elle ne fonctionne pas. Nous ne combattons pas une société en voie de désintégration. Nous combattons une société qui fonctionne extraordinairement bien, et – qui plus est – nous combattons une société qui a réussi à éliminer la pauvreté et la misère dans une proportion que les stades précédents du capitalisme n'avaient jamais atteinte. Quand on pense comme moi dialectiquement, il est désagréable de se dire : il faut aussi considérer l'autre face de la chose, car il ne s'agit pas de l'autre face, mais bien d'une partie du même côté⁴.

- 4 Penser *dialectiquement*, et en tant que *marxiste* selon Marcuse, doit alors non seulement courber mais encore radicaliser les concepts de *négativité de la négation* et de la *totalité*, en tant que la *totalité antagonique* ne peut plus, dans le contexte d'une formation sociale *post-fasciste* et *mondiale*, être niée ou abolie de l'extérieur. Il s'agit alors désormais de *faire affleurer le règne de la liberté dans le règne de la nécessité*, impliquant un « déplacement de l'opposition », un « transfert de rôle des organisations ouvrières à des minorités militantes » comme l'effet du développement interne de la société. Cette nécessaire « déviation » théorique ne fait que refléter ce développement.
- 5 Autrement dit, tout est dans le « système », mais sur un autre axe, celui désormais des *facteurs subjectifs*. D'où la nécessité de s'interroger en ces termes : « Comment, et dans quelles conditions, le facteur subjectif peut-il s'insérer dans le processus historique en tant que facteur objectif ? »⁵. Pour Marcuse, il n'est pas donc plus nécessaire de sortir des conditions économiques existantes, l'opposition intérieur/extérieur ayant perdu toute validité. Les forces agissantes « extérieures » sont elles-mêmes le produit du « système ». Elles n'en sortiront que pour autant qu'elles sont au dedans. Mais cela suppose alors *dialectiquement*, de penser non plus sous les concepts de continuité historique, ou de progrès, mais sous les concepts déviants de la *rupture* et de la *différence*, un penser qui trouve pour moyen, nous en formulons l'hypothèse, une pratique politique des savoirs.
- 6 La question devient alors celle-ci. Comment ce qui est théorisé par Marcuse interpelle-t-il le mouvement étudiant allemand des années 60 ? – conjoncture pendant laquelle » l'impossibilité de définir une classe révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés ne signifie pas que le marxisme soit devenu une utopie. Les agents sociaux de la transformation, et c'est du Marx orthodoxe, se forment seulement dans le processus même de la transformation, et l'on ne peut pas toujours compter avec une situation dans laquelle ces forces révolutionnaires commencent. Il existe en revanche, à mon avis, un critère valable : c'est quand les forces matérielles et intellectuelles capables de réaliser la transformation sont techniquement présentes, bien que leur utilisation rationnelle soit empêchée par l'organisation existante des forces productives »⁶.
- 7 Cette interpellation suppose d'aborder la révolte des étudiants allemands, dans l'Allemagne des années 60-70, depuis l'Université dite « libre » dans sa pratique des savoirs. Entendons par là une critique dont l'objet, son identification et sa clarification, déterminera le processus de politisation du mouvement. A savoir : la prise de conscience, par la critique des réformes engagées dans les années 60, que le savoir enseigné autant que ses méthodes, ses objets d'analyse autant que ses applications directes ou indirectes, l'institution et ses règlements au sein desquels ces savoirs sont dispensés, sont intégrés à l'idéologie « pacifiée » d'une société capitaliste avancée. Accepter ces réformes serait par là accepter d'être interpellé comme sujet de cette société, en accepter « les règles ». Mais ce premier point ne peut suffire à lui seul pour réfléchir un processus de subjectivation politique. L'exemplarité du mouvement suppose de reporter cette contradiction secondaire « à caractère restreint » (l'action universitaire) à cette première » à caractère

universel » (l'action et l'engagement politiques) au sein du processus d'émancipation international des années 60-70. La lutte de libération au Vietnam et l'intensification de l'agression américaine seront, en ce sens, l'effet de vérité théorique et pratique de la lutte étudiante en métropole, comprenant « à quel point les affrontements au sein du tiers monde, dans des conditions historiques toutes différentes des nôtres, certes, étaient dialectiquement identiques à la lutte que nous menions ».

- 8 On le comprendra, l'analyse doit être réfléchie par la combinatoire d'au moins deux éléments, qui, pour hétérogènes qu'ils soient, constituent la dialectique de l'identité tendancielle du mouvement. A savoir, dans leur rapport dialectique : (a) critique des réformes engagées, qui par la fonction sociale qu'elles désignent et l'idéologie qu'elles forcent à reproduire, réactive l'histoire de la faillite universitaire sous le nazisme, (b) en la transférant à l'actualité de la géopolitique de la RFA des années 60, devenue base arrière de l'impérialisme U.S. au Vietnam.
- 9 Nous pourrions reformuler les choses autrement : ce qui est nommé et admis, selon ses principes formels, comme « démocratie », est en fait le nom d'autre chose qu'il s'agit, dans un premier temps, *d'identifier en le provoquant*. Comment une « démocratie », ce Berlin d'après-guerre vitrine idéologique anticommuniste, peut-elle, sous ce nom, participer à l'intensification de l'agression américaine au Vietnam, en devenant la base arrière en Europe de la politique intérieure mondiale des Etats-Unis, si ce n'est précisément que sous ce nom « idéologique » a lieu autre chose politiquement. Comment en retour, la politique intérieure du gouvernement fédéral s'aligne et prolonge cette politique extérieure – dont les réformes universitaires sont la manifestation, c'est-à-dire la manifestation même du Capitalisme avancé. D'où, la nécessité de rendre manifeste, d'identifier le réel qui se cache sous le nom de la « démocratie » formelle et ritualisée dans ses tendances anti-démocratiques, de nommer cette réalité, sa structure oppressive et ses médiations institutionnelles (la presse Springer), ses effets d'interpellation pour s'en soustraire.
- 10 Ce sont ces deux éléments (action universitaire/engagement politique), dans leur conflictualité propre, chacun devenant par la pratique effet de vérité de l'autre, qui détermineront ce processus de subjectivation politique du mouvement étudiant. Processus qui aboutira à ce que nous nommons une « pratique politique des savoirs », en indiquant par là la nécessité de se réapproprier, par un retournement, les sciences contre le système et ses mécanismes d'intégration sociale.
- 11 Enfin, ce mouvement aura ceci d'exemplaire, qu'il sera « la première manifestation cohérente contre la sphère politique considérée comme un tout (majorité et opposition), au service de l'Etat et du capital » et en « l'absence d'un parti révolutionnaire : ou même d'un parti socialiste « intact »⁷. Par l'absence de toute formation d'opposition politique ou syndicale depuis l'évolution réformiste et apolitique de la SPD au sein du gouvernement de coalition, la rupture avec l'histoire de la lutte prolétarienne en RFA et l'impossibilité d'une théorie marxiste juste d'un antagonisme de classes, il s'agira pour le mouvement étudiant de se *réapproprier et de réactiver, par la pratique et la théorie, l'histoire de cette lutte*. D'où l'effort, sous conjoncture, de penser la situation présente sous un matérialisme historique renouvelé, de vivre et d'expérimenter la politique hors les espaces institués traditionnels de la démocratie représentative ; de créer des espaces d'une contre-politique au sein du système en inventant des « zones libérées ». Apparaîtront, par le conflit, des formes « communes » comme agencements politiques d'une subjectivité collective « extra-parlementaire » : des premières manifestations défensives au sein de

l'université jusqu'aux comités d'action de base, balayant l'ensemble du champ social lors de sa seconde phase, en ayant pour base objective la création d'une université critique.

Analyse des réformes universitaires dans leurs effets de vérité politique

- 12 Les réformes universitaires des semestres 66-67 détermineront la première phase défensive, théorique et de politisation du mouvement. Réformes qui, en théorie comme en pratique, se révéleront en contradiction avec les statuts fondateurs de l'Université libre, c'est-à-dire en manifesteront la fiction en prise avec le capitalisme. Fondée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, cette Université devait se définir comme un modèle de liberté, et comme contre-modèle idéologique vis-à-vis du communisme. Ce qui signifiait au moins deux choses pour les étudiants : d'abord, l'idée nouvelle de former une « communauté des enseignants et des enseignés », « tous les membres de l'Université, professeurs, assistants, étudiants (étant) associés sur un pied d'égalité, tous (œuvrant) en commun au développement de la production scientifique universitaire ». Institutionnellement, les étudiants devaient alors jouir « d'une représentation effective et reconnue statutairement dans toutes les commissions ayant pouvoir de décision ». Cette idée nouvelle devait se réfléchir dans cette seconde :

Aux yeux d'une grande partie des étudiants, la création de l'Université libre devait entraîner la mise en place d'une université démocratique, où les étudiants auraient toute latitude de poursuivre des activités scientifiques et politiques, étant donné que le travail scientifique est parfaitement inconcevable sans une réflexion libre sur les conditions politiques de ce travail lui-même, sans une définition du rôle pratique de l'université dans la société⁸.

- 13 Or ce sont cette dimension politique et critique du savoir par rapport à lui-même dans ses implications sociales et la forme démocratique d'un débat continu et d'une prise de décision commune que l'essentiel des réformes récusera tant dans les modalités de prise de décisions que dans leur contenu. Elles se formuleront en trois points : 1) ouverture des universités sur un nombre maximum d'étudiants avec une rationalisation du temps d'étude limité à 4 ans et radiation obligatoire en cas d'échec à l'examen ; 2) orientation des contenus des études vers des disciplines en prise sur la production ; 3) création de nouvelles universités techniques.
- 14 A quoi répondront les manifestations étudiantes du 22 et 23 juin 1966, marquées par la résolution votée au cours d'un sit-in. Idéologiquement, les étudiants tendent à dénoncer les modalités de prise de décisions en contradiction avec les statuts de l'université :

Nous ne combattons pas seulement pour le droit d'étudier plus longtemps ou d'exprimer plus efficacement notre opinion. Cela n'est que la moitié de la question. Ce qui à notre sens, est avant tout en cause, c'est que les décisions qui concernent les étudiants ne peuvent être prises que démocratiquement avec la participation des étudiants. Ce qui est en cause ici, à Berlin, comme dans la société toute entière, c'est un conflit dont l'objet principal n'est pas de plus longues études ou des congés plus importants, mais la destruction d'une domination oligarchique et la réalisation d'une liberté démocratique dans tous les secteurs de la société.

Nous nous opposons à tous ceux qui trahissent de quelque manière que ce soit l'esprit de la Constitution, même lorsqu'ils se réclament d'elle. C'est en ce sens que la liberté à l'Université est un problème qui dépasse l'Université. C'est pour ces raisons que les étudiants jugent nécessaire de collaborer avec toutes les organisations démocratiques de la société, afin de réaliser leurs revendications⁹.

- 15 Du point de vue de leur contenu, les étudiants comprirent que la « réforme des études » n'était, économiquement, rien d'autre que « réformer les étudiants » eux-mêmes, réduits « à l'état d'objets consommés par le capital »¹⁰. Ce qui veut dire faire de l'université le lieu de reproduction de l'assujettissement aux rapports idéologiques. Réaliser ces réformes, c'est faire de l'étudiant une force productive « scientifique » planifiée jusque dans sa conscience, intériorisant le temps de sa formation parcellaire, les valeurs dominantes de la société, selon les principes de rendement et de hiérarchie sociale. C'est-à-dire ravalier l'Université au rang d'« entreprise », faisant d'elle un facteur intégré de la production autant qu'un facteur de consolidation politique d'une dépolitisation des consciences. Faire de l'Université et de la recherche universitaire, institutionnellement et idéologiquement, un espace et un temps apolitiques dans cette dialectique de politisation/dépolitisation face aux revendications étudiantes :

Ainsi l'université s'est-elle vu ravalier au rang de fournisseur de connaissances, indifférent à la mise en valeur sociale de ce savoir, au rang de simple facteur de la production, alors que sa dimension lui permet de contribuer à l'autodétermination lucide des hommes. De même que la possibilité de déterminer la fonction de la science est enlevée à tous les intéressés, de même l'Université reproduit en son sein cette division du travail même où elle est sujet et les autres objets. Sous les pressions conjuguées de la bureaucratie ministérielle et des organismes employeurs, elle a entrepris une remise en ordre de l'enseignement tendant à faire ingurgiter aux étudiants un savoir « prêt-à-porter » et à leur imposer tant des plans d'études préconçus que tout le rituel irrationnel des examens.¹¹

- 16 L'accepter, c'est rejouer le risque pour la deuxième fois, de voir l'université se compromettre dans une soumission aveuglée au pouvoir. C'est-à-dire, selon des conditions déterminées distinctes mais dialectiquement identiques, commettre la même faute que celle commise trente ans plus tôt sous le troisième Reich¹². Cette mémoire sera la raison fondatrice de l'université critique ; ne pas permettre que l'histoire se répète afin « que l'université ne se rende pas coupable une seconde fois d'avoir laissé sombrer la démocratie et déshumaniser la société ». Cela suppose de mettre en place « un processus d'auto-éducation » en menant des actions qui soient « tant la réponse théorique et pratique aux tendances politiques qui menacent de détruire la deuxième démocratie allemande »¹³. Or faire de la critique de ce passé les conditions de connaissance du présent, c'est comprendre que « contrairement à l'idée admise aujourd'hui, le régime fasciste, loin de tenir à une politisation de la science, ne souhaitait rien tant qu'une science apolitique ». Aussi, analyser l'université comme lieu des contradictions et effets des savoirs intégrés à la logique sociale du Capitalisme avancé, et la nécessité théorique d'en analyser les conditions sociales concrètes, amènera le mouvement étudiant à se penser depuis sa propre histoire, et comprendre les raisons de la faillite de l'université allemande sous le *fascisme historique*. Autrement dit, la question de la réforme du savoir doit se poser depuis cette première : celle de l'histoire *politique* de la science. Car comprendre ce passé-là, c'est en faire dialectiquement l'effet de vérité politique de la crise et de ses risques présents non seulement au sein de l'université mais aussi comme condition d'une critique sociale.
- 17 Ce qui signifie alors deux choses : arriver à une vision d'ensemble du fascisme, dans ses diverses formes possibles, historiques et actuelles, en les mettant en corrélation avec les rapports de production capitalistes passés et présent. Selon la formule d'Horkheimer, « qui ne dit mot du capitalisme consent au fascisme ». A savoir, analyser le fascisme comme participant au processus de l'adaptation permanente de l'Etat bourgeois aux conditions

sans cesse changeantes de la reproduction capitaliste. Il s'agira alors pour le mouvement étudiant de poser la question de la continuité et de la discontinuité du fascisme dans la société contemporaine en recherchant « quelles contradictions se manifestent entre la valorisation du capital et la qualification scientifique et sous quelle forme l'Etat s'apprête à les faire »¹⁴. Et par là, selon les possibilités de tactique différenciée au regard de ce qui a été et de ce qui est, cerner les conditions objectives de la lutte au sein du Capitalisme avancé en analysant « les mécanismes de notre société qui entravent [l']évolution objectivement possible et qui en même temps pérennisent le *statu quo* dans la conscience des hommes (...) »; en trouvant « les contradictions et les points faibles de ces mécanismes qui pourraient en même temps livrer des points de départ pour une pratique sociale sensée »¹⁵. C'est-à-dire enfin, comprendre que les affrontements au sein de l'université « étaient la réponse à des contradictions qui ne se manifestaient pas seulement dans leur monde isolé », amenant les étudiants « à déduire de leur revendication le caractère social global de leurs affrontements. »¹⁶

- 18 D'où la nécessité à la fois de faire reconnaître et de maintenir une politisation de la pratique des savoirs *au sein* de l'université, et donc une politisation de la conscience étudiante, et de clarifier, *hors université*, les tendances politiques autoritaires par l'analyse des mécanismes du lien irrationnel et idéologique des masses à l'autorité, cela en organisant un contre pouvoir par la recherche d'une pratique et d'une transmission des savoirs, redéfinissant *l'objet science, ses méthodes*, autant que *celui qui les pratique*. Il s'agira d'établir un contre-modèle de la pratique majoritaire de la « neutralité supposée » du scientifique qui postule une « *attitude contemplative vis-à-vis de son outil de travail* », qui « se reproduisant dans son comportement social *se détermine par la même façon d'accepter et d'affirmer le donné en tant que donnée* »¹⁷.
- 19 Sur ces lignes de conflictualité, les années 66-67 seront déterminantes, opérant un double déplacement des lieux des contradictions : d'une lutte institutionnalisée et idéologique à un engagement en rupture institutionnelle et politique. En pratique cela signifie qu'il ne s'agit plus de simplement dénoncer l'autorité professorale mais, par une critique des cours enseignés, d'identifier le lien, d'un point de vue théorique et pratique, entre une pédagogie autoritaire et l'idéologie positiviste des sciences professées. En février 1966 paraissent dans le journal « F.U. Spiegel », les premières critiques. Sous la forme de publications ou de tracts, le principe de l'action étudiante est de critiquer la méthode et le contenu idéologique des cours par la mise en place de « procès » publiques, spectaculaires. A cette action, fait suite une seconde : celle d'imposer un débat avec le professeur ouvrant à des contre-séminaires en cas de refus. Cette forme expérimentale d'une critique permanente du savoir préfigura la création de l'université critique en 1967. Pour autant, dans ce conflit, il s'agit encore de revendiquer et d'user des droits démocratiques reconnus par la Constitution de l'Université libre (cf. résolution de juin 66) – par le jeu de la provocation et de l'identification des instances de l'Université assujetties au pouvoir d'Etat. Il s'agit par là de maintenir la lutte sur le plan idéologique du modèle berlinois. La suite des conflits et la logique répressive des autorités universitaires marqueront une transformation de la tactique de la critique étudiante et de son parlement en entrant dans un *rapport de force* rompant avec le modèle berlinois. Cette rupture peut se repérer par deux décrochages institutionnels dans les prises de positions étudiantes.
- 20 Un premier point de décrochage aura lieu à l'automne 66, pendant la cérémonie de rentrée du nouveau semestre. Pendant la cérémonie, un tract sera distribué et lu par

quelques étudiants. Son contenu cristallisera les ruptures prochaines entre étudiants et autorités : « Nous n'avions rien à attendre de cette discussion. La misère de l'Université est la misère de celui qui y étudie. Pour nous, étudiants, les conditions de l'Université libre de Berlin sont inacceptables. Nous devons travailler dans de mauvaises conditions, nous contenter de cours misérables, de séminaires creux et vides et nous soumettre à des examens absurdes. Si nous refusons de devenir des idiots spécialisés, formés par des idiots spécialisés académiques, nous risquons de devoir terminer nos études sans l'examen qui les sanctionne. L'administration et le Sénat universitaire font de la misère de l'Université la misère de chaque étudiant, non pour remédier à la première, mais pour se débarrasser des seconds » :

La demande sociale d'une plus grande production de spécialistes immédiatement productifs est illustrée par la réglementation des études et renforcée par la menace de la « chasse aux fumistes ». Celui qui, dans cette situation, invoque l'autonomie de l'Université, le fait dans un but de camouflage. La mise au pas des étudiants ne détruit pas seulement les restes de l'enseignement libéral, mais aussi toute illusion de réalisation personnelle. Dans la fabrique « Université », l'étudiant doit passer des certificats et, le jour venu, se sacrifier comme personne pour le bien de l'humanité cultivée.

- 21 Ainsi : « Après cinq mois de collaborations, l'A. St. A. nous appelle à une discussion avec le recteur Lieber au cours de laquelle l'homme Lieber, avec compréhension, tend l'oreille vers le public, alors que le fonctionnaire Lieber attend, honteux, dans le coin » :

Nous n'avons rien à attendre de cette discussion. Rien ne changera à notre situation aussi longtemps que ceux :

- qui sont réellement concernés (...),
 - qui ne peuvent plus supporter cette Université libre,
 - qui ne peuvent plus s'en arranger,
 - qui la refusent consciemment,
- ne s'organiseront pas eux-mêmes »¹⁸

- 22 Le second point de décrochage du cadre institutionnel trouve certainement sa formulation dans la résolution votée par le parlement étudiant (A.St.A) le 26 mai 1967. Pour la première fois est exprimée politiquement la condamnation de l'agression américaine au Vietnam et la décision d'un programme concret de soutien au FNL et ce par ceux-là même qui se reconnaissent jusqu'alors comme « un corps institutionnel de l'université » :

Le devoir de la science universitaire ne peut pas, dans une société qui déclare la liberté de l'individu, comme son objectif, se limiter à préparer l'individu à un savoir qui a pour seul but de garantir une amélioration permanente de la production. Pour faire que, de plus en plus, l'individu devienne le sujet de son histoire, il faut bien plutôt que la science mette en question, de manière permanente, les rapports sociaux existants, et débouche sur une efficacité politique de sa critique. Pour cette raison, la science universitaire ne peut passer par-dessus un génocide comme celui du Viêt-Nam que si elle accepte une division sociale du travail dans laquelle les uns sont sujets, les autres des objets. Par là, l'université se dégraderait jusqu'à devenir un simple fournisseur de savoir, se désintéressant de l'utilisation sociale de ce savoir et délaissant ainsi, pour faire de celui-ci un simple facteur de production, sa vocation d'instrument de la libre disposition éclairée des individus (...). Le parlement affirme qu'ignorer le crime au Viêt-Nam correspond à une représentation des devoirs de l'université que lui-même combat depuis des années dans sa politique universitaire. L'Université croit de son devoir de garder le silence parce qu'elle voit sa fonction dans le conformisme et la science apolitique. C'est pourquoi le parlement, en prenant position dans la guerre faite au peuple vietnamien, a été amené à s'opposer à la conception apolitique que l'Université a

d'elle-même et à rappeler l'Université à sa responsabilité sociale. Face au crime qui se commet au Viêt-Nam, il ne peut y avoir pour l'Université ni manque d'information, ni neutralité politique¹⁹

- 23 De la résolution du sit-in de juin 66 qui revendique le cadre institutionnel du modèle universitaire berlinois à celle du 26 mai 1967 qui en signe la rupture, s'affirme une politisation du mouvement impliquant que toute théorie de la connaissance ne puisse désormais se dissocier d'une *praxis* politique. D'où la nécessité de « pratiques politiques des savoirs » : contre-offensive dès l'instant où les sciences ont rompu avec leurs cadres institutionnels traditionnels qui se sont révélés dans leurs propres contradictions internes. Ce qui se joue *entre* et *pendant* ces deux résolutions, c'est la prise de conscience étudiante qu'il ne peut plus *s'agir d'user d'un droit, mais d'en sortir*, en élargissant et identifiant dialectiquement le lieu d'effectivité de la lutte universitaire aux rues de la ville, à la société elle-même.

Expérimentations des pratiques politiques de la science entre juin 66 et juin 67. « Provoquer pour identifier »

- 24 Les articles et les interventions de Rudi Dutschke nous semblent poser et maintenir la question de cette *praxis* à chaque étape du mouvement antiautoritaire, en faisant de l'Université non pas le lieu d'une « fétichisation » mais la *première phase* « d'une dialectique révolutionnaire des transitions correctes d'une longue marche au sein des institutions, s'étendant à tous les domaines de la vie sociale » y révélant « les contradictions propres à toutes les institutions participant à l'organisation de la vie sociale quotidienne »²⁰.
- 25 De ces pratiques, il faut à la fois déterminer les conditions de possibilités, leurs formes possibles, dans leur champ de conflictualité propre autant que leurs autocritiques, objets de réflexion de la SDS. Autrement dit, il s'agit de tirer l'enseignement des premiers mouvements contestataires dans leur rapport de force depuis cette première critique : « *Nous abordions la réalité en théoriciens purs, la réalité n'avait aucune tâche pratique-critique à nous offrir. L'idée que nous nous faisons des rapports de la théorie et de la pratique, l'idée selon laquelle la théorie élaborée seule permet la pratique, cette idée-là était fautive* »²¹. Ce qui n'est rien d'autre qu'identifier l'échec des revendications étudiantes, dans lesquelles la « notion abstraite de la démocratie niait la notion abstraite de fascisme », en faisant découler « les revendications du concept de société démocratique » sans « une vue nette de la différence spécifique, historique, existant entre le concept de démocratie et l'état réel de la "démocratie" en Allemagne fédérale (...) confondant la société réelle et un concept abstrait nécessairement juste de démocratie, ou indifférent à l'égard du fossé qui sépare ce concept d'avec la réalité réelle, on arrivait pas à saisir la contradiction fondamentale directement issue des rapports de production entre la société bourgeoise et la science »²².
- 26 Faire que la réalité devienne une « tâche pratique-critique », c'est-à-dire qu'il lui revienne de déterminer un champ de conflictualité par le renversement du rapport entre théorie et pratique, l'effort de cette clarification, à savoir l'identification des points de contradictions réelles de la société par son analyse concrète, nécessitent de fonder une nouvelle *praxis* des sciences dont la fonction sera désormais d'être « subversives-critiques » : *l'explication par l'action aussi bien au sein de l'université que l'explication par*

l'action de masse dans les rues par une dialectique de l'action universitaire et de l'engagement politique. D'où la multiplicité des formes d'action et d'engagement pendant la période du juin 1966 au mai 1967. Elles ont pour tactique, dans une lutte défensive, l'identification, par provocations, des forces réelles en présence, provoquant à chaque étape, des seuils de politisation collective et leurs formes organisationnelles critiques, faisant de l'université la base objective de cette lutte.

- 27 *Sit-in*²³ et *teach-in* au sein de l'université, manifestations légales « destinées avant tout à mener les participants à une prise de conscience » puis semi-légales ou illégales rompant avec « les règles du jeu de la démocratie formelle » dans les rues, les provocations par affiches, jets de tomates, la critique permanente des cours et une contre-information par la distribution de tracts et journaux, seront les armes *défensives* ayant pour but de « rendre manifeste la violence sublimée du pouvoir » autant dans ses formes étatiques que ses médiations idéologiques ; d'obliger la démocratie représentative à révéler son caractère de classe, son caractère de domination, de l'obliger à se démasquer en tant que « dictature de la violence »²⁴. Phase qui consiste, par la provocation, en la « matérialisation surréaliste et provocatrice de l'irrationalité d'une société », à l'obliger « à laisser de côté les formes démocratiques et constitutionnelles », et en venir « au fait » : user de la violence. C'est en ce sens que Rahbel, réfléchissant cette phase du mouvement, dira, lors du Congrès de Hanovre en 67, « que nous, qui ne possédons pas d'armes matérielles, trouvions des formes ritualisées du conflit, trouvions des formes ritualisées de la provocation, pour que soit présentée dans la rue, démonstrativement devant l'opinion publique, une non violence non seulement idéale mais aussi matérielle et manifeste »²⁵. « Ritualisation » ou caricature de la violence mise en scène (des jets de tomates) plus que la violence comme fin, au sens où les actions qui doivent être menées ont lieu en démocratie, c'est-à-dire sans l'application politique d'une terreur directe mais dont la politique intérieure trouve son prolongement dans sa politique extérieure.
- 28 De là, la nécessité au sein d'une collaboration dans le processus international d'émancipation, de penser le caractère propre et les formes justes du combat en métropole par le refus des armes ou de la lutte armée dans cette phase historique du mouvement²⁶. Mais le « rituel » de ces actions non violentes ont pour fonction de devenir l'effet de vérité de la violence des mécanismes de la société étatisée autoritaire. Ce que notre séminaire a étudié comme formes de « colonisation intérieure », voire intériorisée. Aussi la pratique *politique* des savoirs doit se définir comme un processus de subjectivation collective, la *négativité de la négation du système*. Elle doit provoquer l'effet d'une contre interpellation de ce qui est identifié, dans les écrits de Dutschke, comme « le sentiment d'impuissance » des masses passives dans leur lien irrationnel au pouvoir. D'où la formulation, en 67, de la catégorie de la violence comme contre-violence symbolique, dont le but est « de dévoiler cette violence des structures non perçues, non ressentie parce qu'aucune opposition n'obligeait le système à utiliser la violence et parce que la violence était intériorisée. En dévoilant la réalité violente des rapports sociaux, la contre violence avait un but « éducatif ». La violence, telle que la concevaient les étudiants, s'inscrit ainsi à l'opposé des traditions classiques de la violence révolutionnaire »²⁷.
- 29 Aussi chaque manifestation, chaque provocation, chaque action doit rechercher par sa pratique à libérer de nouvelles formes de subjectivité *politique au sein même* des mécanismes d'intégration « de la contrainte silencieuse du capital » et de sa valorisation. Amener les mécanismes d'interpellation à ne plus avoir de prise et à se révéler dans leur vulnérabilité même. Or il est clair que « sans ce processus d'auto-éducation dans la rue,

par la pratique, par l'affrontement actif-militant du système, une politisation de l'individu demeurerait à jamais impossible »²⁸.

- 30 Ce qui du point de vue de la pratique politique des savoirs signifie que « seule une évolution dans l'organisation pratique des connaissances sociales et leur *retournement organisé et collectif contre le système* pourrait faire naître une tendance à un processus de transformation à long terme », celui de convertir l'être passif-économique en action dynamique-révolutionnaire.

De la provocation à la résistance : comités d'action de base et université critique

- 31 Le 2 juin 1967 marquera la fin de cette première phase du mouvement et forcera à la réélaboration de sa stratégie d'action. L'assassinat du jeune militant Benno Ohnesorg, sa récupération par l'Etat et la presse, les formes répressives qui en découleront par les lois d'exception votées, signeront « la fin du jeu provocateur » où « les œufs pourris ne suffisaient plus ».
- 32 Uwe Bergmann et Wolfgang Lefèvre témoignent des effets politiques de cette journée : « Le fait inconcevable qu'un manifestant ait été tué et la manière tout aussi inconcevable dont les autorités étatiques et universitaires esquivèrent leurs responsabilités dans l'affaire, le bourgmestre n'hésitant pas à attribuer cyniquement aux manifestants l'assassinat, amenèrent beaucoup d'étudiants à penser qu'ils étaient abandonnés à eux-mêmes et à leur écœurement. Et cela d'autant plus que les enquêteurs, loin d'incriminer l'action d'unités de police agissant militairement et sur ordres – tout témoin avait pu s'en rendre compte – contre un petit nombre de manifestants, concluaient à des « excès individuels » de part et d'autre. La presse et les hommes politiques accusaient les étudiants d'être des terroristes, des maniaques de la violence, les vrais responsables de cet affrontement, alors qu'ils étaient venus protester les mains nues. Les étudiants s'apercevaient aussi que l'administration académique et le recteur refusaient de les défendre en cas de nouvelles brutalités. Le 3 juin au matin, lorsque plusieurs centaines d'étudiants se présentèrent au bâtiment Henry-Ford, ils trouvèrent porte close : l'Université libre était fermée. Ils formèrent alors un cortège, un cortège funèbre, et partirent vers le centre de la ville. Des commandos de policiers les encerclèrent et, alléguant une interdiction générale de manifestations et réunions publiques, les invitèrent à se séparer en les menaçant d'un recours à la force. Dans l'après-midi, plus de six milles étudiants étaient réunis sur le campus, quand arrivèrent de forts contingents de policiers dont les officiers les sommèrent de se disperser. Le doyen de la Faculté des sciences économiques et sociales leur ouvrit les portes de l'immeuble dont il avait la charge, et leur donna ainsi la possibilité de discuter de la situation actuelle, dans une sécurité relative » :

Le Parlement étudiant devait adopter ensuite une motion qui reprenait les conclusions de ces débats dans les termes suivants.

Appel du Kovent à l'Université :

1. L'enseignement régulier devra céder la place pendant au moins une semaine à des discussions entre enseignants et enseignés portant sur les sujets suivants :
 - a) les événements de ces jours derniers ;
 - b) le travestissement de la vérité par les politiciens, la police et la presse, et la signification de ces manipulations de l'opinion publique ;

c) l'état d'exception factice à Berlin, les tendances à la suppression bureaucratique de la démocratie et le régime de terreur instauré par des organes dépendant légalement du pouvoir exécutif ;

d) quelles possibilités l'Université, en tant que lieu où s'exerce la réflexion politique, a-t-elle d'intervenir activement pour restaurer, défendre et faire progresser la démocratie à Berlin ?²⁹

- 33 Ainsi : « Les matraquages devant l'Opéra, les mesures illégales de l'exécutif en date du 3 juin ; les débats parlementaires du 8, véritable défi aux principes de la démocratie ; l'opinion publique manipulée par la presse Springer manifestement fasciste ; tout cela prouve à suffisance que le meurtre d'Ohnesorge n'était pas un simple accident survenant dans une société par ailleurs démocratique ; bien au contraire, il était évident désormais que le pouvoir fascisant, devenu maintenant clairement fasciste, régissant une société très comme il faut, venait de jeter son masque démocratique. Les étudiants reprochaient à leurs pères et à l'Université apolitique de n'avoir pas réagi à la situation en Allemagne avant les années 30 ; eh bien, tout à coup, ils se trouvaient devant une situation analogue et à l'éventualité de laquelle ils ne croyaient guère jusqu'alors, même s'ils y faisaient allusion dans les discussions théoriques. C'est le 5 juin, le parlement étudiant proposait l'orientation nouvelle à donner à la politique universitaire dans la pratique, une pratique qui devait être également une pratique politique au sens large du terme »³⁰. Cette date du 2 juin et les jours suivants marqueront une rupture de l'opposition étudiante avec la société civile et politique. Elle fait passer le mouvement du « seuil de la provocation à la résistance »³¹ collective, dont les formes organisationnelles se chercheront dès la base, aucune des structures existantes ne pouvant servir de cadre. Plus que toute organisation instituée, il s'agit de trouver une auto-organisation « nouvelle et plus humaine », qui se développera parallèlement « à l'écroulement du système établi des institutions » et qui sache résoudre d'elle-même le problème « fondamentale de la révolution : quelles sont les formes de vie plus heureuses et libérées du pouvoir »³².
- 34 Dans les mois qui suivirent le 2 juin, ces formes d'auto-organisation se multiplieront par le mouvement conjoint d'un engagement politique et d'un contre-pouvoir théorique : par la création de comités d'action de base puis, à son stade supérieur, la création d'une Université critique, « modèle possible de l'unité » que le mouvement cherchait.
- 35 Entre juin et juillet, assemblées générales, débats quotidiens sur la situation politique et sociale, la résolution d'une grève étudiante feront que désormais « l'action » ne sera plus « principalement fonction des initiatives des autorités », mais se fera « offensive » ; créant désormais « les situations de tension entre les étudiants et le pouvoir » ayant « les moyens, dans des conditions définies, d'engager des épreuves de force » ; démontrant « de plus en plus clairement le pouvoir double qui existe » à Berlin par l'ébranlement de « l'appareil social de l'Etat, notamment par celui de la bureaucratie, de la police, de la justice, des écoles, universités et entreprises, au moyen d'épreuves de plus en plus dures »

³³.

Les comités d'action de base

- 36 De fait, dès le 5 juin, des comités d'action de base seront créés. Ces comités seront le moyen pour le mouvement antiparlementaire de renouer avec la tradition du communisme des conseils des années vingt en Allemagne (Pannekoek et Rühle). C'est en tout cas en ce sens

que Dutschke tirera les conséquences organisationnelles pour le mouvement de la répression du 2 juin :

Le 2 juin, des troupes entraînées à la guerre civile nous avaient réduits au rang d'objets. Il convenait d'en tirer la leçon : désormais, il faudrait que, dans le camp antiautoritaire, les éléments les plus aptes soient chargés de diriger et d'organiser les manifestations, à tous les niveaux. Le soin de diriger les luttes, sous leurs diverses formes, reviendrait donc à des comités d'action, fruits de l'expérience collective et de l'amitié personnelle, dont les membres ne seraient ni des professionnels rémunérés, ni des chefs à qui obéir sans broncher. Ainsi le développement de l'esprit d'initiative et la participation de tous deviendraient-ils possibles. Une direction manipulatrice, c'est l'exploitation de manifestants chosifiés, la frustration et la résignation, tandis qu'avec une direction émancipatrice l'activité pratique-critique latente chez les participants passe au stade manifeste ; la clarification en profondeur permet à une conscience réelle de s'affirmer.³⁴

37 Par ce choix, les comités étaient aussi une manière pour les étudiants d'abandonner les formes d'organisation traditionnelle de type groupes politiques ou associations étudiantes pour atteindre un plus haut niveau d'organisation et de pratique politique. C'est aussi, pour le mouvement, le choix d'une nouvelle phase de contestation dans des formes de cogestion « ne se contentant plus de se méfier des institutions établies mais commençant à se charger elles-mêmes de leurs fonctions »³⁵.

38 Particulièrement, un *comité d'enquête* sur le 2 juin, qui centralisera les témoignages d'étudiants sur la répression et la responsabilité policière pour empêcher « la commission d'enquête parlementaire et la troisième force de déformer les faits à leur guise »³⁶ ; des *comités d'information*, faisant une vaste campagne par la distribution de milliers de tracts auprès de la population et des travailleurs en particulier, pour déconstruire les manipulations de la presse Springer, « occasion pour les comités d'un apprentissage du caractère répressif voilé de l'information dans une société qui se targue de libéralisme ».

Ainsi,

Toutes les nuits, jusqu'au 1^{er} mai, dès que les journaux Springer sortent des presses, l'un des comités les passe au fil de la critique, résumant ses commentaires dans un tract que tous les comités, dès six heures du matin, distribuent devant les kiosques à la population³⁷.

39 Par ces comités, il ne s'agit plus d'attendre ou de réclamer des autorités institutionnelles ou étatiques qu'elles agissent mais d'agir désormais à leur place et par cette critique d'une démocratie fictive, œuvrer à la pratique d'une démocratie active en redonnant sens à la défense des libertés politiques.

40 Pour autant, comme le note Rahbel, « On put constater (...) que les étudiants n'étaient pas encore vraiment en état de faire un travail effectif à long terme avec ces formes d'organisation trop floues. C'est là qu'on vit s'exprimer la misère de la culture universitaire qui ne conditionne les étudiants que pour un travail stupide, un travail dirigé », d'où la nécessité pour eux de créer les conditions de « leur propre centre de culture, une université critique qui pourrait qualifier les étudiants pour une activité politique responsable »³⁸.

Les plans de réforme de l'Université Critique

- 41 Ce sont ces discussions et les rassemblements quotidiens, ces campagnes de rue autant que leurs limites effectives qui conduiront à la création d'une Université Critique, contre modèle *au sein* de l'Université Libre : « Dans presque toutes les facultés, les étudiants de la F.U. s'efforcèrent de démontrer leurs capacités et leur volonté d'aborder la science sous un angle critique, de discuter les problèmes d'une manière rationnelle, de démontrer aussi qu'ils ne concevaient pas du tout leurs études dans le sens où les structurent même de l'université les obligeaient à la faire : comme une accumulation d'un savoir portant uniquement sur des faits. De ces débats sortit un plan de réforme des études que l'Université était incapable de réaliser elle-même et de son propre chef. Les étudiants créèrent l'Université critique, dans le cadre de laquelle il est possible enfin d'étudier librement »³⁹.

Les étudiants savaient d'expérience combien l'enseignement académique entravait l'acquisition de cette formation politique dont ils percevaient maintenant la nécessité. Ce n'est donc pas en raison d'un besoin théorique quelconque qu'ils exigeaient de nouvelles formes de travail scientifique : cette revendication découlait directement de leur pratique politique. (...) Les étudiants cessèrent de compter sur les professeurs (...) ils firent démarrer l'université critique.

Le rationalisation entreprise aujourd'hui des sciences universitaires en vue de les adapter aux conditions nouvelles de la valorisation du capital s'est heurtée à sa contradiction vivante : la révolte des étudiants ; elle a entraîné ainsi l'apparition de la forme historiquement nécessaire de la force productive « science » ; permettre aux hommes de trouver dans les sciences la dimension de la pratique sociale grâce à laquelle ils pourront échapper définitivement à l'oppression⁴⁰

- 42 Pour l'essentiel, les déclarations de cette Université se réclameront de la résolution du 22 juin 1966, que nous avons citée plus haut, revendiquant un droit de participation et décision démocratiques, comme le résultat « d'un long processus d'apprentissage, déterminé par l'interdiction des réunions politiques, par l'intervention de la police, par la tentative d'abolir le mandat politique des étudiants (...) dans l'université établie avec sa conception apolitique et son opportunisme cynique »⁴¹.
- 43 Autogérée par les étudiants et ouverte sur la ville, cette Université Critique se définira comme une *praxis* démocratique et politique des savoirs, par une réflexion critique permanente de l'enseignement et de la réforme des études, par une analyse scientifique de la société. Ses cercles d'études auront pour tâche de « formuler une méthode critique applicable à la discipline théorique choisie, s'approprier des méthodes critiques d'acquisition du savoir, réfléchir sur les implications de la pratique sociale des "professions" auxquelles correspondent les disciplines scientifiques utilisées ». Par là, accroître et intensifier « la praxis politique au moyen de l'analyse et de la critique, et au travers tant de centres d'action nés spontanément ou de groupement constitués, que des organes représentatifs des étudiants »⁴².
- 44 Ces lignes directrices d'un plan de réforme des études universitaires et son modèle d'auto-organisation *au sein* de l'Université Libre seront votés par une Assemblée Générale le 1^{er} novembre 1967. Ce vote exprimera une contre-politique de la politique de dépolitisation universitaire des sciences par la mise en place de « contre-cours et de séminaires critiques sur la théorie et pratique du mouvement d'émancipation dans le monde entier » fonctionnant parallèlement aux activités régulières de l'Université libre.

Contre l'idéologie régnante d'une « neutralité » de la science au sein de l'Université libre, il s'agira pour les étudiants de révéler et de résoudre par une science politisée « la rationalité d'un système humain irrationnel dans ses rapports sociaux de domination » par « le renforcement de l'auto-organisation social des porteurs du progrès théorique », en faisant de la science une « force historique émancipatrice au service de l'émancipation de l'existence humaine ». Ce qui passe par un *processus de subjectivation, une révolution culturelle*, qui libère des tendances individualistes de pensée, d'action et de vie, produits de la société bourgeoise, et par la négation des « coupures artificielles ou réelles imposées par la société » qu'elles soient celles de la concurrence, de la domination et de la soumission, du privé et du public. Aussi cette université et ses manifestations seront revendiquées comme un « modèle d'action » contre les « différentes formes de violence institutionnelles au sein du capitalisme avancé », qui conditionnent pour Dutschke les « traits fondamentaux de la personnalité fasciste » ou autoritaire et qui dans les années 60 se maintiennent « sous le masque d'un anticommunisme » intégré au système des institutions existant⁴³.

- 45 C'est pourquoi dans cette recherche d'une subjectivité collective communiste, l'importance de cette expérience, à nos yeux, tient à ce que l'Université Critique ne sera pas « une construction *utopique* d'une contre-université » à l'écart de la société au risque constant pour ce type de mouvement contestataire d'un « exil intérieur ». A l'inverse, elle sera le concept pratique d'une contre-société, un modèle expérimental d'une société socialiste par la *praxis* démocratique des savoirs dans l'unité de la théorie et de la pratique : « Activités par lesquelles les administrés commencent à assurer des fonctions réservées aux institutions établies (...), de telles activités incluent déjà la négation socialiste de la société bourgeoise »⁴⁴.
- 46 Cette opposition générale, décidée à la base par une spontanéité collective étudiante extraparlamentaire et antiautoritaire, doit retenir notre attention pour nos conditions actuelles. Son point d'exemplarité nous semble être de poser le problème de l'action révolutionnaire *en démocratie* où il ne s'agit plus d'une lutte pour le pouvoir à l'intérieur des institutions politiques, ni même d'une transformation de ces institutions. Il ne s'agit non plus, dans une tradition révolutionnaire léniniste, d'une action déterminée et organisée par la structure d'un parti d'avant-garde. L'exemplarité de ces actions directes est de se déterminer depuis *ses propres règles*, par son « grand refus organisé », créant des espaces politiques par « zones libérées », selon « une longue marche au sein des institutions », dont l'université est la base objective, tout en maintenant un principe de résistance non violente : « Notre force, rappellera Dutschke, contre la machine d'Etat inhumaine, contre les instruments est le refus organisé. Nous opposons aux éléments les plus inhumains de la machinerie nos corps désarmés et notre intelligence pleinement évoluée. Nous ne voulons plus suivre les règles du jeu »⁴⁵.

ANNEXES

Extraits de textes⁴⁶

Science politisée

L'idée de science politisée est si contraire à celle que la science se fait d'elle-même, que le fait qu'une activité scientifique puisse être caractérisée comme politisée est couramment considérée comme la preuve du caractère non scientifique de cette activité. On en conclut que la marque essentielle de la science critique doit être l'absence de toute politisation. Le caractère politiquement neutre de la science est donc une évidence pour l'idée courante qu'elle se fait d'elle-même.

Mais cette évidence est radicalement trompeuse. Il n'y a pas de science politiquement neutre. Aucune adjuration, aucun décret du Sénat n'y changeront rien. Pour démontrer cette erreur, nous nous contenterons de rappeler les diverses formes bien connues de la recherche sous contrat ou les mathématiques blondes des années brunes. Nous discuterons plutôt l'idée même de science politiquement neutre.

(...) Par l'idée politiquement neutre qu'elle se fait du positivisme et d'elle-même, la science prend parti sans ambiguïté en faveur de la non critiquabilité de la société bourgeoise. Ceci n'est pas sans portée. Dans la mesure – c'est là notre première conclusion – où la science est devenue pour la société bourgeoise une condition déterminante pour perpétrer des crimes politiques sans exemple, dont les victimes sont des peuples entiers, dans cette mesure, le loyalisme de la science bourgeoise, qui réside justement en ce qu'elle se conçoit elle-même comme politiquement neutre, ne peut être considérée comme négligeable.

(...) Dans sa défense contre une science se comprenant politiquement et agissant politiquement, c'est là notre deuxième conclusion, la science bourgeoise va au-delà d'une complaisance apparemment irresponsable envers la société bourgeoise ; dans sa défense elle assume activement et consciemment une tâche spécifique : la lutte contre l'émancipation de la raison qui, émancipée, deviendrait inutilisable à des fins bourgeoises. Cette lutte a gagné en importance dans la mesure où l'utilisation bourgeoise de la science est indispensable au maintien de la société bourgeoise.

(...) La « neutralité » de la science, son refus de tout contact avec la vie politique de la société, trouve son expression institutionnelle la plus visible dans l'Université bourgeoise. Là se montre aussi le plus clairement la prééminence que confère la société aux producteurs scientifiques par rapport aux autres producteurs. Dans l'autonomie formelle de l'Université, l'indépendance partielle des producteurs scientifiques exprime leurs privilèges.

Le fait que la science institutionnalisée, dans des lieux tels que l'Université, se montre prête à la neutralité vis-à-vis de la vie sociale réelle, et la récompense de cette attitude par l'octroi de privilèges institutionnels aux hommes de science, ont pour corollaire social et politique de priver de science les autres producteurs. (...) De la position sociale des savants dans la société bourgeoise, nous tirons notre troisième conclusion : les savants bourgeois sont opportunistes et « neutres » seulement face à des puissances qui garantissent leur position privilégiée, c'est-à-dire que la science bourgeoise est explicitement politique : elle est contre-révolutionnaire.

Il ne s'agit donc pas de science apolitique ou politique. Au contraire, il s'agit de la réflexion permanente et scientifique, non coupée de la praxis, sur les buts politiques de la science. Dans notre situation, nous avons, avant tout, deux tâches :

1° Mettre au jour et critiquer radicalement le caractère élitiste, cynique et anti-rationnel de la science bourgeoise ;

2° Jeter les bases d'une discussion permanente, scientifique et pratique des buts compatibles avec la raison et qui, de ce fait, peuvent devenir des buts de la science.

L'Université existante n'en est pas capable dans son état actuel. Ces tâches incombent donc à l'Université critique. Si on lui reproche d'être politique, cela prouve qu'elle a choisie la bonne voie.

Buts et organisation de l'Université critique.

Dans les mois qui ont suivi le 2 juin 1967, les buts et tâches suivants de l'Université critique ont été définis par des cercles de travail et de discussion préparatoires. Le comité d'initiative provisoire les soumettra pour avis à la première assemblée plénière de l'Université Critique.

I. Réflexion critique et analyse scientifique pour une praxis démocratique et politique.

L'Université critique se donne pour tâche d'apporter son concours – par la réflexion critique et théorique et par l'emploi de méthodes empiriques et analytiques – à la détermination des buts et des actions des groupes radicaux d'opposition démocratique extra-parlementaires à Berlin-Ouest, qui ont la volonté de participer activement à la démocratisation de notre société et à l'abolition de l'oppression et de l'inhumanité, particulièrement dans les pays du tiers monde.

L'Université critique entend rendre plus compréhensibles et plus efficaces leur agitation et leur praxis émancipatrices, présentes et avenir, en recourant notamment à une pédagogie de l'action et de l'exemple. Elle se conçoit comme sujet critique et pratique tout à la fois face à une société dans laquelle la « science » s'est transformée presque exclusivement en technique pure, en une « substance de la vie pratique » (Schelsky), et par là est devenue pur objet de la politique actuelle.

Les résultats des travaux doivent en particulier soutenir la praxis politique des représentations d'étudiants qui participent au mouvement d'opposition démocratique. Dans cette concrétisation du « mandat politique » des étudiants, une connexion spécifique historique entre théorie et critique, science et praxis sera restaurée de façon publique et démonstrative. Cette exigence, qui trouve son fondement juridique dans le droit – reconnu par la Constitution – des étudiants à participer à la libre recherche scientifique et à l'autogestion de l'Université, peut être entravée par le pouvoir administratif mais ne peut être supprimée.

II. Réforme démocratique des études et critique de l'enseignement supérieur.

L'université critique se définit comme une nouvelle forme d'organisation de l'enseignement supérieur pratique et expérimental et de la critique permanente de l'enseignement supérieur. Partout où des contenus et des méthodes de la science, de son application et de son insertion dans la praxis sociale, utiles au processus d'émancipation et de démocratisation de la société, sont entravés ou empêchés par les porte parole et les organes actuels de l'enseignement supérieur, les étudiants, en liaison avec des assistants, maîtres de conférence et expert professionnels, devront procéder eux-mêmes à l'organisation des travaux sur ces thèmes. Cette action autonome soutiendra l'effort, constamment menacé, d'émancipation subjective et de réalisation personnelle des étudiants et des jeunes chercheurs, effort qui se heurte à l'organisation actuelle de

l'enseignement et de la recherche universitaires. Mais elle peut également se révéler utile à longue échéance, dans la lutte pour imposer des formes de travail et une finalité du travail subjectivement satisfaisantes et libératrices.

Pour rendre durable cette réforme des études auto-organisée, l'Université critique doit d'une part travailler à une critique permanente de l'enseignement supérieur, en attaquant démonstrativement, à l'intérieur des universités et au dehors, les structures et les buts irrationnels et répressifs de l'enseignement actuel et en les mettant en question (par des compte rendus de compte et d'examens, soutenance de thèses publiques et des tribunaux). D'autre part, en liaison avec les représentants étudiants des sections, elle doit aider de façon effective et solidaire tous les étudiants à maîtriser les exigences présentes, souvent irrationnelles, des études et des examens (en fournissant par exemple : des moniteurs d'études critiques, des plans de lecture, des photocopies en remplacement de l'assistance obligatoire et irrationnelle au cours)

En préfigurant par la pratique et en organisant elle-même, quoique de façon fragmentaire, la réforme de l'enseignement et la critique publique permanente de l'enseignement supérieur, L'Université critique entend renforcer la position des représentations des étudiants et des travailleurs scientifiques dans leur combat pour la démocratisation des structures universitaires.

En partant de son travail sur la stratégie de la transformation démocratique et sociale qui abolira la domination et l'oppression et, sur la base de son propre enseignement expérimental et de ses propres recherches, l'Université critique s'efforcera d'obtenir qu'une façon nouvelle, libératrice et critique d'aborder les matières soit prévue non seulement dans les programmes officiels d'études et de recherches, mais aussi dans la formation des enseignants, dans l'enseignement universitaire et scolaire.

III. Politique démocratique en matière de formation scientifique et professionnelle.

(...) L'Université critique s'efforcera également de devenir un forum et un centre d'action pour les étudiants, les savants et tous les travailleurs ayant reçu une formation supérieure et qui souhaiteront se mettre consciemment au service d'un développement de la science, qui objectivement critique à l'égard de la société, sera dirigé contre les institutions et entreprises qui usent des méthodes scientifiques pour organiser la destruction insidieuse du capital intellectuel, le sabotage ou la perversion des progrès scientifiques (par exemple par la diminution systématique de la durée de vie des produits et des services ou par la manipulation scientifique de l'homme au moyen « d'industrie de la conscience »). En liaison avec des savants et des organisations syndicales, un « centre de documentation sur l'utilisation abusive de la science à des fins inhumaines et destructives » sera préparé (cf. H. Marcuse, dans *Kritik der reinen Toleranz*, Francfort, 1966).

NOTES

1. H. Marcuse, « Sur le concept de négation dans la dialectique », dans H. Marcuse, *Pour une théorie critique de la société*, 1971, Paris, Denoël/Gonthier
2. *Ibid.*, p. 211.
3. R. Dutschke, « Les conditions historiques de la lutte internationale pour l'émancipation », dans Collectif, *La révolte des étudiants allemands*, Paris, Gallimard, 1968, p. 193-194.

4. H. Marcuse, *La Fin de l'Utopie*, Paris, Seuil, 1968, p. 87. *La Fin de l'Utopie* est une série de conférences et débats organisée par le Comité des étudiants de l'Université libre de Berlin Ouest du 10 au 13 juillet 1967 autour de Herbert Marcuse.
5. R. Dutschke, « De l'antisémitisme à l'anticommunisme », dans *La révolte des étudiants allemands*, *op. cit.*, p. 150.
6. H. Marcuse, *La Fin de l'Utopie*, *op. cit.*, p. 9-10.
7. S. Bosc et J-M. Bouguerau, « Le mouvement des étudiants berlinois », *Les Temps modernes*, N° 265, 1968, p. 6.
8. U. Bergmann, dans Collectif, *La révolte des étudiants allemands*, *op. cit.*, p. 16-17.
9. Cité dans S. Bosc et J-M. Bouguerau, « Le mouvement des étudiants berlinois », *op. cit.*, p. 15.
10. W. Lefèvre, « Richesse et Pénurie », dans Collectif, *La révolte des étudiants allemands*, *op. cit.*, p. 264.
11. *Ibid.*, p. 311.
12. « Celui qui fait ses études aujourd'hui dans une université allemande doit savoir qu'il les fait dans une université endommagée. La trahison de cette Université, sa capitulation doit intéresser quiconque a affaire avec elle (...). L'Université ne s'est pas encore penchée sur la question de sa trahison (...). D'une façon significative, elle ne l'a pas fait de son propre chef, elle a dû y être contrainte. Contrainte par les étudiants pour lesquels l'Université était devenue suspecte (...). Pour les étudiants, les questions sur l'attitude des universités avant et après 1933 seront des questions sur leur propre situation », H. Häussermann, *FU-Spiegel*, Janvier 66.
13. Extrait du tract de résolution de l'assemblée extraordinaire du *Kovent* du 5 juin 1967, repris par W. Lefèvre, « Richesse et Pénurie », dans Collectif, *La révolte des étudiants allemands*, *op. cit.*, p. 313.
14. *Ibid.*, p. 260.
15. E. Lenk, dans *Neue Kritik*, 13, Mai 1962.
16. W. Lefèvre, *op. cit.*, p. 297
17. O. Negt, « Die Zerstörung der deutsche Universität », *Neue Kritik* 1, Mars 1960.
18. Tract signé : « Comité provisoire pour la préparation d'une organisation autonome des étudiants », cité dans S. Bosc et J-M. Bouguerau, « Le mouvement des étudiants berlinois », *op. cit.*, p. 32.
19. *Ibid.*, p. 34.
20. R. Dutschke, « Les conditions historiques de la lutte internationale pour l'émancipation », dans Collectif, *La révolte des étudiants allemands*, *op. cit.*, p. 195
21. R. Dutschke, « De l'antisémitisme à l'anticommunisme », dans Collectif, *La révolte des étudiants allemands*, *op. cit.*, p. 153
22. W. Lefèvre, « Richesse et pénurie », dans Collectif, *La révolte des étudiants allemands*, *op. cit.*, p. 213, 214 et 215
23. « Les *sit-in* sont des campagnes destinées à permettre l'unité d'action du camp antiautoritaire avec ses représentants temporaires et à prévenir des conversations au-delà de l'opinion publique conscience de l'Université », R. Dutschke, *Ecrits politiques*, Paris, Christian Bourgois, 1968, p. 53-54.
24. R. Dutschke, « De l'antisémitisme à l'anticommunisme », dans *La révolte des étudiants allemands*, *op. cit.*, p. 178 ; « Dans les discussions qui durèrent de long mois, nous avons théoriquement dégagé ce fait que la démocratie bourgeoise dans laquelle nous vivons se distingue justement en ce qu'elle concède un parcours aux manifestations pour le Viêt-Nam, comme elle permet au bourgeois d'aller se promener avec son chien, réussissant ainsi à canaliser la protestation. A partir de cette appréciation des mécanismes d'intégration de notre société, il est devenu clair pour nous que les règles du jeu de cette démocratie déraisonnable ne sont pas les nôtres et qu'en ce sens, le point de départ de la politisation des étudiants devait être notre action pour les violer (...). Ce n'est pas une question scolastique de savoir si des œufs ou des tomates sont ou ne sont pas des moyens de discussion politique. Il est clair que dans des circonstances précises, la

légitime interdiction de fouler le gazon n'est plus une question décisive pour des hommes qui s'engagent pour la démocratie. Le fait de confondre de telles interdictions avec les prétendues « règles du jeu » de la démocratie, trahit une vision de la démocratie qui ne va pas très loin. En dévoilant l'identification du Berlin officiel avec la barbarie américaine et en provoquant parallèlement l'indignation hystérique de cette même ville, le jet irrationnel de ces six œufs suffit à éclairer ce fait. La part d'irrationalité qui se cache dans le jet d'œufs ou de tomates n'est pas l'irrationalité des fascistes, dirigée vers la violence comme but en soi, mais la matérialisation surréaliste et provocatrice de l'irrationalité d'une société qui illustre l'insignifiance du politique raisonnable en mettant à sa disposition un coin de Hyde park. Si, en outre, cette caricature de violence, en exprimant son impuissance initiale sous la forme d'œufs et de tomates, en arrive à provoquer un pouvoir pseudo-tolérant et l'oblige à laisser de côté les formes démocratiques et constitutionnelles, à en venir "au fait" et à user de la violence, cette irrationalité contribue plus à l'éclaircissement politique que la majorité des débats politiques eux-mêmes ».

25. H.J. Krahl, « Bedingungen und organisation des Widerstandes. Der Kongress in Hannover », Francfort, juin 1968, cité par C. Kohser-Spohn, *Mouvement étudiant et critique du fascisme en Allemagne dans les années soixante*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 176

26. Voir l'article de M. Rampazzo Bazzan, « "Machine de guerre" ou "machine à guérilla". La machine de guerre comme analyseur des théorisations de la guérilla urbaine en République Fédérale Allemande depuis le 2 juin 1967 », dans V. Milisavljevic, G. Sibertin-Blanc (dir.), *Deleuze et la violence*, Editions EuroPhilosophie / Institut de Philosophie et de Théorie Sociale, coll. Champs&contreChamps, 2012. <http://www.europhilosophie-editions.eu/fr/spip.php?article99>. Sur la relation entre opposition étudiante et mouvements de libération armée, Marcuse le 11 juillet 1967, réaffirmera sa position : « La question que j'aimerais poser est : contre quoi est dirigée cette opposition étudiante ? Cette question est très importante parce qu'il s'agit d'une opposition contre une société démocratique fonctionnant bien et qui normalement ne travaille pas avec la terreur. Et c'est une opposition (...) contre la majorité de la population, classe ouvrière incluse. C'est une opposition contre la terreur à l'extérieur des métropoles (...). Le fait que nous nous situons dans un système qui, depuis le début de la période fasciste et aujourd'hui encore s'est désavoué lui-même par ses actes (...), un système dont les contradictions internes se manifestent toujours par des crises nouvelles et inhumaines » (H. Marcuse, *Fin de l'Utopie*, Seuil, 1968, pp. 44-45). De même, sur la question de la violence, voir les positions de R. Dutschke, *Ecrits politiques*, Bourgeois, 1968, p. 148.

27. C. Kohser-Spohn, *Mouvement étudiant et critique du fascisme en Allemagne dans les années soixante*, op. cit., p. 195.

28. R. Dutschke, « De l'antisémitisme à l'anticommunisme », dans Collectif, *La révolte des étudiants allemands*, op. cit., p. 162.

29. U. Bergmann, dans *La révolte des étudiants allemands*, op. cit., p. 63-64

30. W. Lefèvre, « Richesse et pénurie », dans *La révolte des étudiants allemands*, op. cit., p. 312-313

31. Sauf indication, les citations seront extraites de l'article de S. Bosc et J-M. Bouguerau, « Le mouvement des étudiants berlinois », op. cit., p. 32.

32. R. Dutschke, *Ecrits politiques*, op. cit., p. 150.

33. *Ibid.*, p. 150.

34. R. Dutschke, « De l'antisémitisme à l'anticommunisme », dans *La révolte des étudiants allemands*, op. cit., p. 176-177.

35. B. Rahbel, op. cit., p. 365

36. *Ibid.*, p. 365

37. « Sans rotatives, sans studios de radio ou de télévision, sans bureaux de rédaction, les étudiants parvinrent à créer une contre-information efficace. A Berlin, les étudiants distribuèrent plus de 20 tracts différents à 300 000 exemplaires pour informer les passants sur les véritables causes de la mort de Benno Ohnesorg. Jusque tard dans la nuit, ils discutèrent avec la

population. L'organisation de cette campagne de rue était remarquable, si on en croit le tract de recommandation distribué aux étudiants, les incitant entre autres à ne pas faire en sorte « qu'il se forme un groupe trop grand où vous ne discuteriez plus, mais agiriez en tribun du peuple (...). Ne choquez pas le passant en argumentant que vous êtes mieux informé que lui (...). Ne parlez des lois d'urgence, de l'Etat autoritaire, du fascisme etc. (...) que si vous avez une conscience critique en face de vous (...). Ne répétez pas le même argument stéréotypé », C. Kohser-Spohn, *Mouvement étudiant et critique du fascisme en Allemagne dans les années soixante*, op. cit., p. 183.

38. Cité par C. Kohser-Spohn, *Id.*, p. 184.

39. U. Bergmann, op. cit., p. 65

40. W. Lefèvre, op. cit., p. 314-316.

41. Cité par C. Kohser-Spohn, op. cit., p. 185.

42. U. Bergmann, op. cit., p. 65

43. « L'enquête psychosociologique d'Adorno, Frenkel-Brunswik, Levinson et Stanford (*The Authoritarian Personality*, New York, 1950) trace, de la personnalité autoritaire, ce tableau sémiologique : « 1° Conformisme (rigidité des conceptions morales, etc.) ; 2° Soumission envers les autorités morales idéalisées de l'*in-group* (cela malgré une profonde ambivalence à l'égard des autorités, ou même à cause d'elle) ; 3° Hostilité contre les personnes ne respectant pas les valeurs conformistes (les personnes bourrées de préjugés tiennent absolument à paraître des "bien-pensants", des gens "comme il faut") ; 4° Refus du subjectif, de l'imaginaire, de la sensibilité ; 5° Superstition et tendance au stéréotype ; 6° Penchant marqué pour les relations interhumaines impliquant l'exercice d'un pouvoir quelconque et glorification de la "virilité" ; 7° Tempérament extraverti ; 8° Exaltation du sexuel. Ces traits fondamentaux de la personnalité fasciste n'ont pas disparu avec la défaite en apparence du fascisme en Allemagne, et, loin de là, ils subsistent, intacts dans le fond, sous le masque de l'anticommunisme ».

44. *Ibid.*, p. 186.

45. R. Dutschke, *Ecrits politiques*, op. cit., p. 148-149 et 154.

46. Les extraits des documents que nous reproduisons sont repris de l'article de S. Bosc et J-M. Bouguerau, « Le mouvement des étudiants berlinois », op. cit., 1968. Ils sont précédés par cette note introductive : « Les deux documents qui suivent font partie d'un ensemble de textes introductifs (quarante-cinq pages) concernant l'histoire, les buts et le fonctionnement de l'Université critique. Ces textes introductifs, suivis d'un programme de travail et de recherches (trente pages), ont été soumis, au début du semestre universitaire de l'hiver 1967-1968, comme base de discussion aux cercles de travail du l'U.C. de Berlin. Il s'agit de textes collectifs et provisoires, reflétant une recherche expérimentale en cours ».

RÉSUMÉS

Cet article analyse le processus de politisation du mouvement étudiant allemand créant les conditions d'une université critique. Ce processus de politisation, marqué par des effets de seuils théorico-pratiques, trouve, pour nous, son articulation dialectique entre : l'identification, par provocations, des rapports de force réels engagés, par l'analyse, dans un renouveau marxiste, de la conjoncture nationale et internationale (de juin 66 à novembre 67) et la nécessité d'une invention collective et émancipatrice d'une nouvelle pratique des savoirs. Nous nommons cette

articulation « une pratique politique des savoirs » dont l'exemplarité nous semble ainsi se formuler : penser l'action révolutionnaire en démocratie.

INDEX

Index chronologique : années soixante

Thèmes : histoire des mouvements politiques, marxisme

Index géographique : Allemagne

Mots-clés : mouvement étudiant, université, Dutschke Rudi

AUTEUR

STÉPHANE PIHET

Professeur de philosophie